

## Guatemala - Nicaragua:

### le double visage politique d'une même Amérique centrale

Bernard Duterme, directeur du CETRI à Louvain-la-Neuve – Belgique

décembre 2011

« *Les résultats contrastés de ce dimanche, où un général à poigne incarne le changement et un ancien guérillero sandiniste la continuité, sont un révélateur. L'Amérique centrale est le maillon faible des Amériques* », pouvait-on lire sur un blog du quotidien *Le Monde* en novembre dernier, au lendemain des élections présidentielles du Guatemala et du Nicaragua. Pour sûr, entre la « *mano dura* » d'Otto Pérez Molina, le haut militaire guatémaltèque retraité, élu au second tour avec 53,8% des voix, et le « *socialismo, cristianismo y solidaridad* » de Daniel Ortega, président nicaraguayen sortant, largement réélu dès le premier tour avec 62,4%, il y a plus qu'une différence de ton. Et logiquement, la stratégie électorale du premier, récemment entré en politique, ne pouvait se confondre avec celle du second, en quête d'un troisième mandat. Pour sûr aussi, la région centre-américaine fait montre, en matière de pauvreté, d'inégalités, de criminalité et de faiblesse des institutions démocratiques, de résultats pires que ceux enregistrés dans le reste de l'Amérique latine.

Pour autant, les « *résultats contrastés* », voire les dissemblances entre ces deux scènes politico-électorales - la guatémaltèque et la nicaraguayenne - « *révèlent* »-ils la fragilité de l'isthme centre-américain ? A bien y regarder, pas vraiment, sauf à considérer l'Amérique du Sud par exemple - où d'autres ex-militaires à poigne incarnent le changement (Venezuela, Pérou...) et d'autres anciens guérilleros la continuité (Uruguay, Brésil...) - comme un autre « *maillon faible des Amériques* ». Ce qui commencerait à faire beaucoup pour un seul continent. La fragilité de l'Amérique centrale réside davantage dans ce qu'il y a de commun entre le Guatemala, le Nicaragua et leurs voisins immédiats : un même schéma d'extraversion économique qui maintient ces petits pays, sans consistance politico-financière face aux investisseurs extérieurs, dans un rapport de dépendance structurelle à l'égard du marché nord-américain, voire asiatique et européen.

#### La « croissance » centre-américaine

Riches en ressources naturelles - sols et sous-sols -, le Guatemala et le Nicaragua n'ont pas fondamentalement réussi à rompre avec l'antédiluvien modèle agroexportateur, toujours dominant (sucre, café, bananes, cardamone, tabac, viande...). Faiblement industrialisé pour le premier (confection textile...), très faiblement industrialisé pour le second, les deux pays participent même à une certaine « reprimarisation » de l'économie latino-américaine, à l'œuvre ces dernières années à la faveur de la multiplication des projets miniers et de la poussée des agrocarburants. Et ce, pour l'essentiel, aux mains de grands groupes privés, nationaux ou transnationaux. Tout comme d'ailleurs l'industrie touristique qui fait florès au Guatemala, sans réelle contrainte fiscale, sociale, environnementale, ni culturelle. Envieux, le Nicaragua tente de l'attirer à son tour, en nivelant plus encore vers le bas toute forme de régulation.

Si ces deux économies - endettées et toujours aux ordres du FMI - enregistrent, bon an mal an, des taux de croissance « corrects » (3-4%), elles échouent en revanche lamentablement à nourrir l'ensemble de leur population. Le Nicaragua figure parmi les pays les plus pauvres de tout le continent et le Guatemala, où un enfant sur deux souffre de dénutrition, parmi les plus inégalitaires. Services publics amputés, institutions étatiques anémiées, défailtantes, infiltrées par les pouvoirs *facticos* et le narcotrafic au Guatemala, fiscalité directe ridiculement basse (moins de 10% du PIB!), corruption des élites, népotisme, largage social et sanitaire d'importantes « poches de pauvreté »,

saccage de l'environnement... le dernier rapport du secrétariat de la Déclaration de Genève (octobre 2011) est venu y ajouter le comble : « *l'Amérique centrale est aujourd'hui la région la plus violente au monde* », ultime confirmation du climat de décomposition sociale qui prévaut.

### **L'« alternance » guatémaltèque**

En réalité, c'est surtout le Guatemala (avec le Salvador et le Honduras) qui est affecté par des niveaux de violence affolants, et nettement moins le Nicaragua. C'est une différence notable entre les deux pays, non sans lien avec ce qui distingue leur scène politique respective. Une moyenne de 18 homicides par jour au Guatemala, 6 000 à 7 000 par an dans ce pays de moins de 15 millions d'habitants. D'après les Nations unies, 98% de ces crimes restent impunis, comme le demeurent d'ailleurs la plupart des responsables des « *actes de génocide* » perpétrés contre les populations indigènes durant l'interminable guerre interne (1960-1996). Aujourd'hui, l'État aurait perdu le monopole de la violence dans des régions comme le Sud du Petén et la Franja Transversal del Norte (là où le Guatemala se fait très étroit entre la Mer des Caraïbes et le Chiapas mexicain), en proie aux cartels de la drogue et aux agissements des maîtres du pétrole et des nouvelles plantations de palmiers à huile. Le discours électoral ultra-sécuritaire du nouveau président a donc fait mouche, peu importe sa propre implication dans la politique de la « terre brûlée » dans le Quiché au début des années 1980, son rôle à la tête des services d'intelligence militaire au début des années 1990, les liens actuels de son parti d'extrême droite avec le crime organisé, etc.

A l'analyse, le général Otto Pérez Molina est le septième président élu depuis le retour à un État de droit « de façade » au Guatemala. Invariablement portés et financés par l'un ou l'autre secteur de l'oligarchie nationale, ses prédécesseurs se sont chacun offert les services d'un nouveau parti politique ad hoc, machine médiatico-électorale éphémère qui s'est systématiquement écrasée, comme son candidat, lors des élections suivantes. Sept partis et sept présidents distincts donc à la tête de l'État guatémaltèque en sept mandats. Volatilité politique record autant qu'insolite qui, ajoutée à l'importante abstention (40%), à l'atomisation de l'offre partisane, à un électorat désarticulé, à la continuité conservatrice et ultralibérale du pouvoir et à l'absence de forces progressistes fédératrices à l'échelon national, hypothèque le sens réellement démocratique de l'« alternance » guatémaltèque.

### **Le « sandinisme » nicaraguayen**

Au Nicaragua du coup, la nouvelle victoire électorale du déjà quinquagénaire Front sandiniste de libération nationale (FSLN) apparaît comme l'expression d'une certaine stabilité politique. Et son secrétaire général, Daniel Ortega, comme un stratège confirmé ! Leader de la révolution sandiniste qui renversa la dictature somoziste en 1979, président élu en 1984, réélu en 2006<sup>[1]</sup> après trois élections présidentielles perdues (1990, 1996, 2001), le voilà quasi plébiscité en novembre dernier, avec une confortable majorité absolue (62,4%) au premier tour ! Si de multiples « irrégularités » ont été signalées sans doute à raison, en amont<sup>[2]</sup>, en cours et en aval du scrutin, le surcroît de popularité du président sandiniste repose davantage sur l'impact des politiques sociales engagées depuis 2006, grâce notamment à l'aide du Venezuela chaviste dans le cadre de l'Alba (Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique), et sur l'absence d'une candidature alternative crédible.

Plutôt à gauche donc dans ses priorités sociales, ses discours et ses relations internationales, l'ancien révolutionnaire Ortega n'en a pas moins opéré sur d'autres plans une série de torsions idéologiques, voire quelques volte-face opportunistes. Il y a perdu l'appui de l'essentiel de l'intelligentsia sandiniste, qui lui reproche aussi l'accaparement personnel d'un FSLN non démocratisé. Mais il y a surtout gagné sa « dé-diabolisation » dans des secteurs jadis hostiles. L'interdiction de toute forme

d'avortement[3] votée par les sandinistes a rassuré les différents conservatismes chrétiens, dominants au Nicaragua, dont le vieux cardinal Obando lui-même, qui affiche désormais son soutien à la famille Ortega. Le patronat, les investisseurs extérieurs, les organismes financiers internationaux ont, quant à eux, trouvé leur apaisement dans la gestion orthodoxe de l'économie par le FSLN : respect des programmes du FMI, reprivatisation d'entreprises nationalisées, ratification du très libéral Traité de libre-échange entre l'Amérique centrale et les États-Unis... A tel point que le président sandiniste est aujourd'hui taxé dans les milieux d'affaires de « *populiste responsable* »... Un garant de la paix sociale en quelque sorte.

On l'aura compris, si l'on ne peut confondre les configurations sociopolitiques nicaraguayennes et guatémaltèques, l'Amérique centrale reste dominée par ses démons, intérieurs et extérieurs.

---

[1] . Dès le premier tour, avec à peine 38% des votes, paradoxalement l'un de ses deux plus faibles scores en six candidatures présidentielles ! Modifiée à la faveur du « pacte » passé entre Ortega et Aleman (président libéral du Nicaragua de 1996 à 2001, condamné pour corruption puis relaxé par la Cour suprême de justice...), la Constitution permet en effet au candidat qui réunit 35% des voix, avec un avantage de 5 points, d'être élu au premier tour.

[2] . La Constitution interdisant toute réélection immédiate et plus de deux mandats présidentiels à une même personne, Daniel Ortega a dû compter sur une « dérogation » amène de la Cour suprême pour pouvoir concourir.

[3] . Le Chili, le Salvador, Malte, le Vatican et, depuis 2006, le Nicaragua, sont les seuls pays au monde où l'interruption de grossesse est illégale sans aucune exception, quels que soient les dangers encourus ou les violences subies.